



KARATE TAI JITSU DE FLERS

CONVENTION D'OBJECTIF 2023

Entre les soussignés

La Ville de Flers, représentée par Yves GOASDOUÉ, Maire, agissant en vertu d'une délibération N° 2023-444 en date du 03/04/2023
Désignée ci-dessous la Ville

Et,

Le Karaté Taï Jitsu de Flers (KTJF) représenté par Monsieur Gérard LAFONT, président
Désignée ci-dessous l'Association

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

L'association du Karaté Taï Jitsu de Flers est une association régie par la loi de 1901.

Le Karaté Taï Jitsu de Flers compte 158 licenciés dont 70 femmes et 40% de son effectif a moins de 16 ans. Pour encadrer ses 158 licenciés, le club dispose de 12 bénévoles actifs.

La Ville de Flers constate que cette Association, comme d'autres associations sportives, a pour objet principal de promouvoir et de développer le sport, mais aussi et surtout, a une action éducative, par le sport, auprès des jeunes la Ville de Flers et de ses environs.

Dans le cadre de cette action éducative, la commune s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce projet, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert en termes de locaux et de moyens matériels.

En contrepartie, l'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de cette action.

L'aide financière (subvention directe) sollicitée auprès de la Ville de Flers, ainsi que la valorisation de la mise à disposition des équipements sportifs (subvention indirecte) nécessaire au bon fonctionnement de l'association, portent la subvention globale perçue supérieure à 23.000 €. Or il s'avère que la législation impose, dans ce cas, la signature d'une convention entre la Ville et l'Association bénéficiaire.

Aussi les deux parties ont convenu de définir leurs obligations réciproques dans la présente convention

Article 1 - OBJET :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'accompagnement de la Ville de Flers en faveur du Karaté Taï Jitsu de Flers.

Article 2 – DUREE :

La présente convention prend effet à compter de sa notification pour l'exercice comptable 2023.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE FLERS :

Le conseil municipal après consultation des commissions municipales des finances et du développement du sport reste seul juge du montant définitif des subventions à verser au club dans les cas prévus au présent article.

La participation de la Ville aux activités de l'Association prend deux formes ci-dessous précisées :

3.1 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX :

La Ville met à la disposition de l'Association à titre gratuit et par convention particulière :

- le dojo du Hariel
- le gymnase Sévigné
- le dojo Godard

A titre d'information, la valorisation de cette mise à disposition s'élève à **21 476€** pour l'année 2022. Ce montant comprend les coûts supportés par la collectivité, notamment pour l'entretien et le fonctionnement courant des équipements concernés.

3.2 – SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT :

Conformément à la délibération n°2023-424 du 06 mars 2023, la Ville confirme son engagement, vis-à-vis de l'Association, en versant une subvention globale de fonctionnement d'un montant de **5 000 € pour l'année 2023**.

ARTICLE 4 - CONDITION DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS :

La présente convention ne vaut ni engagement ni accord de financement pour les années à venir. Les montants prévisionnels qui pourraient être demandés au titre des exercices ultérieurs seront examinés chaque année par le Conseil Municipal, sur la base d'une nouvelle demande formulée par l'association.

La décision sera basée sur un dossier-type de demande de subvention fournie par la Ville pour la part correspondant à l'article 3-2.

ARTICLE 5- ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE :

L'association s'engage à :

- Affecter les sommes versées au financement des actions décrites dans la présente convention. Toute modification substantielle des actions décrites devra faire l'objet d'une nouvelle contractualisation par avenant.
- Tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière,
- Respecter scrupuleusement les obligations prévues aux articles 6, 7 et 8 ci-dessous.
- Valoriser dans les comptes de l'Association les mises à disposition de locaux et de matériels à son profit.

Le respect de ces engagements est considéré comme une condition substantielle de l'octroi de l'aide attribuée au 1, 2 de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE L'UTILISATION DES FONDS

La Ville ou tout autre mandataire désignée par elle, pourra procéder ou faire procéder, à tout moment, à un contrôle et à une vérification de l'utilisation de l'aide attribuée, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 – DEFINITION DES OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

Les objectifs généraux du club, partagés et encouragés par la Ville s'organisent autour de 3 orientations :

7.1 Une pratique sportive pour le plus grand nombre

- Maintenir l'effectif des moins de 16 ans
- Offrir une pratique sportive organisée
- Poursuivre l'action éducative et le perfectionnement aux techniques de combat
- Participer à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale en partenariat avec les associations locales œuvrant dans le domaine social et éducatif

7.2 Implication du club dans la compétition et valorisation médiatique de l'activité et de la Ville de Flers

- Participer activement aux divers championnats, et compétitions officielles
- Etre partenaire actif des animations municipales
- Porter les couleurs de notre ville
- Faire figurer le logo de la Ville de Flers sur les supports édités par le club
- Associer le service Communication de la Ville aux manifestations sportives et promotionnelles
- Donner une image positive de la Ville par l'esprit sportif des sportifs et dirigeants (courtoisie, respect des adversaires et du public, respect des arbitres...)
- Mettre en œuvre des actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et de la prévention de la violence dans les enceintes sportives
- Faire connaître les actions, les ambitions, les résultats du club par des campagnes médiatiques

7.3 Le sport comme outil d'éducation et de citoyenneté

- Maintenir le nombre d'éducateurs
- Investir dans la formation des cadres techniques, des formateurs, des arbitres, mais aussi des dirigeants
- Disposer d'une équipe dirigeante qui assure la pérennité du club
- Soutenir et encourager le bénévolat

Article 8 – RAPPORT D'ACTIVITE

Le club s'engage à fonctionner dans le respect des règles et des objectifs de ce contrat. A la fin de chaque saison sportive, l'association s'engage à fournir à la commune un rapport d'activité de l'année écoulée, mettant notamment en avant la réalisation en cours des objectifs prévus au présent contrat.

Article 9 – CLAUSES GENERALES DE CONCERTATION

Les dirigeants de l'association rencontreront les représentants de la ville au moins 1 fois par an afin de s'informer mutuellement, commenter les bilans, discuter des projets, et assurer le suivi des objectifs.

Le Président de l'association devra informer, en assemblée générale, les membres des termes du contrat, des objectifs, des engagements des 2 parties.

Article 10 – RESILIATION A L'INITIATIVE DES PARTIES :

Le présent contrat d'objectif et de moyens peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties, avec préavis de 6 mois.

ARTICLE 11 - NON RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE BENEFICIAIRE :

• ***Suspension :***

En cas de non respect des obligations prévues, la Ville pourra notifier la suspension du versement de la subvention en mentionnant les motifs. Le bénéficiaire disposera d'un délai de trente jours pour régularisation.

• ***Résiliation :***

A défaut de régularisation dans le délai imparti, la Ville aura la faculté de prononcer la résiliation de l'engagement prévue à l'article 3 de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation sera motivée et vaudra mise en demeure de reversement de la part de la subvention non utilisée conformément aux objectifs fixés. A défaut de subvention affectée, le reversement se fera prorata temporis.

ARTICLE 12- LITIGE :

En cas de contestation sur les conditions d'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties signataires, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DES CLAUSES CONVENTIONNELLES :

Toutes modifications substantielles aux présentes devront faire l'objet d'un avenant.

Fait à Flers, le

Le Président de l'association,

Gérard LAFONT

Le Maire,

Yves GOASDOUÉ